L'estafette de TourneRêve
N°3 - Hiver 2016-2017

L'estafette

Des accords internationaux aux initiatives locales... le grand écart des perspectives

Éditorial

Alors que nous revendiquons des liens entre les citoyens pour réinventer des relations d'échanges, pour repenser notre société, pour réaccorder une politique agricole et alimentaire aux réels besoins des populations, un travail discret et sournois s'effectue dans les strates supérieures que sont les relations internationales. Les enjeux économiques sont souvent les principales raisons des multiples accords signés. Chacun se protège, chacun veut gagner, chacun sait privilégier ses partenaires de choix par crainte de représailles ou de se fragiliser. Si actuellement le TTIP est remis en question, ce n'est pas grâce à une prise en compte des valeurs de vie centrées sur les besoins et volontés des populations, mais par les aléas de la politique internationale et notamment les élections outre-Atlantiques. La population n'a pas vraiment son mot à dire. Pour chaque accord c'est un peu moins de souveraineté alimentaire. Tout en criant notre désaccord, en exprimant nos craintes et en travaillant à initier une prise de conscience collective, nous poursuivons la construction d'un autre quotidien où le paysan peut travailler pour les citoyens qui l'entourent et ces derniers peuvent bénéficier d'une nourriture colorée d'un brin d'histoire de proximité. Dans ces histoires-là, divers projets voient le jour et nous nous devons aussi de relever leur réussite. Elles justifient notre combat, elles nous aident à supporter nos craintes. Elles sont portées par des personnes qui participent à créer et soutenir un mouvement d'alternatives. La boulangerie de Lukas Spühler présentée dans cette édition de l'Estafette fait partie de ces histoires-là.

Thomas Descombes
paysan

TTIP serait un coup dur pour le monde paysan

Depuis la divulgation en 2013 des négociations autour du TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), la Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL)[i] et le regroupement TTIP unfairhandelbar[ii] jouent un rôle prépondérant dans le mouvement de protestation. En Allemagne, cette opposition aux traités est un des mouvements citoyens actuels les plus puissants. Le 17 septembre 2016, des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens ont manifesté dans 7 villes d'Allemagne.

Les paysannes et paysans en Suisse seront les « plus durement touchés » par les conséquences d'une ouverture illimitée au libre marché. Selon une étude[iii] de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), le prix du blé chuterait de 44 %, celui de la viande de porc de 42 %, de la viande de bœuf de 27 % et de la volaille de 29 %. Toutefois, ces pertes de la valeur ajoutée seraient partiellement compensées par des fourrages moins chers. En agriculture, la perte de bien-être s'élèverait à 587 millions de francs. Avec 53'232 exploitations agricoles en Suisse, la perte moyenne s'élèverait donc à 11'027 francs par année et par exploitation agricole. Pourtant, les représentants de l'industrie fromagère et laitière, l'Union Suisse des Paysans ainsi que Bio Suisse espèrent des effets positifs sur les exportations en cas d'une adhésion de la Suisse au TTIP, tout en affichant un optimisme prudent.

Interview avec Georg Janssen (directeur général de l'AbL)

En tant que représentant des intérêts paysans, pourquoi pensez-vous que nous devrions lutter contre TTIP et CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) ?
Georg Janssen : Du point de vue paysan, ces accords de libre-échange soulèvent la question du pouvoir, de qui décidera à l'avenir de nos ressources fondamentales : la société civile ou les multinationales de l'agrobusiness. TTIP et CETA prévoient l'élimination progressive des droits de douane, cela signifie par exemple l'arrivée de lait et de viande supplémentaire sur un marché européen déjà noyé par les surplus. S'ensuivrait forcément un écroulement massif des prix. Les paysannes et paysans deviendraient des fournisseurs de matières premières remplaçables par n'importe quel autre producteur dans le monde. Par ailleurs, la pression sur les petites exploitations augmenterait partout.
En Europe, nous suivons traditionnellement le « principe de précaution » et il nous faut le défendre, sinon, nous risquons une normalisation des standards de production, par exemple, l'ouverture aux manipulations génétiques (OGM) dans nos champs et nos étables, comme l'exigent les négociateurs états-uniens.
Quelles réussites votre mouvement a-t-il connues en Allemagne et en Europe ?
Georg Janssen : Il y a trois ans, lors de la fondation du mouvement, notre objectif minimal était d'informer le grand public sur TTIP et CETA. Il est inadmissible qu'on veuille conclure des accords d'une telle importance derrière des portes closes et dans le plus grand secret, loin des regards de la société civile. Grâce à une campagne d'information de grande envergure en Europe et notamment en Allemagne, nous avons réussi à mettre TTIP et CETA à l'ordre du jour politique. Des centaines de milliers de personnes vont manifester pour un commerce mondial équitable et pour un arrêt de TTIP et CETA. Les principes fédérateurs à la base de ce mouvement de protestation, sont la démocratie au lieu de la puissance des multinationales, et la lutte pour une Europe des régions.
Quelle est l'influence du mouvement sur les revendications d'AbL ? Concernant la perception du public et le flux d'informations vers les paysannes et les paysans (à

TTIP serait un coup dur pour le monde paysan

l'interne d'AbL et dans tout le secteur agricole) ?
Georg Janssen : Depuis trois ans, l'AbL organise des rencontres informatives dans les régions rurales en coopération avec d'autres organisations critiques. Lors de manifestations et d'actions en lien avec l'actuelle crise laitière catastrophique, le sujet des accords de libre-échange est régulièrement abordé. L'AbL demande une offensive de qualité, au lieu du dumping à l'exportation de produits agricoles. La position claire de l'AbL contre ces accords de libre-échange nous différencie nettement de l'attitude versatile des organisations paysannes européennes (COPA) et de l'influence massive exercée par l'agroindustrie pour obtenir des accords favorables aux groupes industriels. Dans un sondage réalisé en 2016 par le plus grand magazine d'Allemagne, plus de 70 % des collègues agricoles soutenaient notre position.

Quelles sont les chances de renverser le TTIP ? Et que se passera-t-il s'il est adopté ?
Georg Janssen : Notre mouvement met en garde contre le risque de faire comme si le TTIP était mort, comme le font certains politiciens de renom en ce moment, juste pour casser la dynamique du mouvement protestataire et faire avancer les accords CETA. Au plus tard après les élections présidentielles des États-Unis, TTIP sera de nouveau à l'ordre du jour. C'est pourquoi il est si important qu'on évite une mise en vigueur à titre provisoire des accords CETA qui, par leur politique favorable à l'industrie, préparent le terrain aux accords TTIP. Ne lâchons pas la pression !

Propos recueillis par Mathias Stalder
traduction : Stefanie Schenk

Informations complémentaires :
www.ttip-unfairhandelbar.de

[i] Traduction : communauté de travail pour l'agriculture paysanne
[ii] Jeu de mots avec unfair = injuste et unverhandelbar = non négociable
[iii] L'étude « Auswirkungen einer breiten Marköffnung auf die schweizerische Land- und Ernährungswirtschaft » à l'attention de la CISA (Communauté d'intérêts pour le secteur agroalimentaire), avec ses 222 pages, est disponible sur le site www.igas-cisa.ch (en allemand, résumés et communiqués également en français). Parmi les membres de la CISA, on trouve aussi IP Suisse, Bio Suisse, Suisseporcs et Vache Mère Suisse.

TTIP ? TISA ? Quésaco ?

Qu'est-ce que le TTIP ?

Le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement TTIP entre l'UE et les États-Unis vise principalement une chose : laisser le champ libre aux multinationales. La Suisse ne peut pas participer aux négociations, mais elle peut rejoindre l'accord en tant qu'État tiers. Le SECO a déjà entamé les pourparlers dans ce sens. L'aboutissement de ce partenariat créerait la plus grande zone de libre-échange dans le monde (TAFTA). Traditionnellement, les accords de libre-échange servent à réduire les barrières commerciales telles que les taxes douanières. Toutefois, il ne reste plus beaucoup d'obstacles de ce genre entre les États-Unis et l'UE : les taxes douanières sont déjà extrêmement basses. Ainsi, les négociations TTIP se concentrent sur les « barrières non tarifaires » (normes, directives d'emballage, restrictions d'admission et d'importation).

Et ce n'est pas tout : le TTIP prévoit d'harmoniser les législations de part et d'autre de l'Atlantique. Non seulement en ce qui concerne les produits alimentaires et industriels, mais aussi dans les domaines du droit du travail, de la santé, de la protection des données ou de l'environnement et du climat, les multinationales obtiendraient des droits très élargis d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de tout État dont la politique nuirait à leurs profits à venir. De tels accords de protection des investissements existent déjà. Ils confèrent un droit aux multinationales – mais pas aux États – d'intenter des actions (judiciaires). Par conséquent, les pays hésitent à introduire certaines lois de crainte de se retrouver coincés dans des procédures sans fin.

Par exemple, si un parlement décidait l'introduction d'un salaire minimum ou d'une norme en matière d'environnement qui limiterait les perspectives de gain d'un investisseur, l'État en question devrait alors restituer le manque à gagner à ce dernier. Le risque entrepreneurial serait reporté sur la société civile, à l'image de ce qu'ont fait les banques durant la dernière crise financière. Parmi les 185 plaintes pendantes, il y a par exemple celle du groupe suédois Vattenfall contre l'Allemagne (raison : sortie du nucléaire et désaffectation de deux centrales nucléaires) à hauteur de quatre milliards d'Euros. Un autre exemple : l'entreprise américaine Lone Pipe a porté plainte contre le Canada. Elle réclame 250 millions de Dollars US de manque à gagner causé par un moratoire sur le « fracking » entrée en vigueur au Québec.

Sources : Wochenzeitung et Lore Wallach
traduction : Stefanie Schenk

Qu'est-ce que le TISA ?

TiSA, c'est l'acronyme de « Trade in Services Agreement » ou « Accord sur le commerce des services » en français. Outre la Suisse, les États-Unis et l'UE, 22 pays sont associés aux négociations. Lancées début 2012, ces négociations devraient déjà aboutir cette année, vu que les pourparlers se passent maintenant au niveau ministériel. La Suisse joue un rôle très actif dans ces négociations et le SECO soumet des contributions au sein du groupe des « Really Good Friends ». L'aspect problématique de TiSA est principalement la libéralisation de divers domaines du Service public (hôpitaux, chemin de fer, éducation, énergie, théâtre, etc.), c'est-à-dire de ce dont nous avons besoin au quotidien. Aucune entreprise d'État ne serait exclue. Cependant, le SECO refuse de publier son mandat et le public est tenu dans l'ignorance, tandis que l'économie privée est impliquée. Il est prévu de transformer tous les services en produits commerciaux sur un marché international. Les cantons seraient obligés d'accepter des hôpitaux privés internationaux sur leurs listes des hôpitaux. Et nous pourrions être contraints par nos caisses maladies d'accepter l'offre la moins chère pour un traitement (même si c'est à l'étranger). Cette libéralisation du commerce des services restreint la marge de manœuvre politique d'une nation. TiSA pourrait, par exemple, complètement annihiler tous les efforts de (re)municipalisation des services. Et, une fois les négociations closes, le rôle de notre Parlement se bornera à accepter ou refuser ces accords.

Source : Wochenzeitung WOZ,
traduction : Stefanie Schenk

A voir !

Un film documentaire dépaysant suivant le rythme des habitants d'un petit village des Carpates nommé Botiza.

« Si on ne travaille pas l'été, on ne passse pas l'hiver » énonce l'un des villageois. Chronique d'une région où le travail de la terre est présent dans chaque famille et où les chevaux y sont indispensables. Ils débardent en hiver, tirent d'énorme char de foin, labourent à la belle saison, ici tout se fait à cheval. Les pratiques sont comparables à celles de la Suisse au 19ème siècle. Les savoirs-faire sont transmis de génération en génération et l'autonomie est assurée. Les habitants résistent mais les terres ne se multiplient pas et les jeunes se posent des questions sur leur avenir.

Ce récit poétique met en mémoire la vie d'une région verdoyante dont les traditions n'ont guère été chamboulées. Les télévisions et téléphones portables apparaissent mais le pétrole n'a pas encore sa place.

Un film de Catherine Azad et Frédéric Gonseth, Switzerland, 2012, 99min

À lire!

Le journal Moins !

«La décroissance est simplement une bannière derrière laquelle se regroupent ceux qui ont procédé à une critique radicale du développement et qui veulent dessiner les contours d'un projet alternatif pour une politique de l'après-développement. C'est donc une proposition nécessaire pour rouvrir l'espace de l'inventivité et de la créativité de l'imaginaire, bloqué par le totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste.»

Serge Latouche

-Moins!

Bimestriel - Fr. 5.– en kiosque
Numéro 26 - décembre 2016 et janvier 2017

JOURNAL ROMAND D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

VRAIS OU FAUX AMIS DE LA DÉCROISSANCE?

11-23 DOSSIER | Depuis toujours au centre des programmes politiques et des projets sociétaux de gauche comme de droite, la croissance ne parvient plus à maintenir ses illusoires promesses. Face à l'aggravation de la crise et à l'évidente impasse du capitalisme vert, nombreux sont désormais les courants et mouvements politiques qui n'hésitent plus à remettre en cause le dogme «croissanciste». Anarchistes, féministes, écosocialistes, Villes en transition, tenants de l'écologie profonde, écolos identitaires ou cathos de droite constituent-ils cependant tous de vrais alliés pour le mouvement de la décroissance? Dans ce dossier, nous vous invitons à la découverte de cet univers aux teintes fort variées, pour esquisser ensemble la décroissance que nous voulons!

4-5 LA TECHNOLOGIE À L'ASSAUT DU VIVANT
Aujourd'hui, des pans entiers de nos besoins vitaux, comme l'alimentation, la santé et même de plus en plus la procréation, sont satisfaits par des moyens technologiques toujours plus sophistiqués. Nous nous sommes entretenus avec Christophe Bonneuil, historien des sciences, pour comprendre comment nous en sommes arrivés là.

28-29 DÉBAT: LA VIOLENCE DANS LES LUTTES ÉCOLOGIQUES
Toute lutte populaire comprend une part de violence et les luttes écologiques n'y échappent pas. Quelle approche adopter sur ce sujet hautement sensible et rarement abordé dans les médias? Discussion entre Matthias Schlegel de Greenpeace et Chaïm Nissim, écoactiviste retraité.

Actualités
06 | LA SUISSE SE MOBILISE...
...(modérément) contre les accords TTIP
08 | LES ZONES À DÉFENDRE
Vivre et lutter à Notre-Dame-des-Landes
07 | AMAZON
L'exploitation livrée sous votre sapin
25 | DES MINES QUI MINENT LA VIE
Témoignage d'une lutte du Sud

Dossier
11-23 | LA DÉCROISSANCE EN VOIT DE TOUTES LES COULEURS
L'antiproductivisme, un déni pour la gauche • Écosocialisme, quelles alliances possibles? • Anarchie et décroissance • Le communalisme pour organiser la transition • Economie féministe et décroissance • Care Revolution • Villes en transition • L' écologie profonde • Comment tuer l'écologie • Attention: virage à droite!

Rubriques
03 | PENSER AVEC LES GRANDS
Léon Tolstoï
24 | LITTÉRATURE ET DÉCROISSANCE
Les Schtroumpfs sont-ils décroissants?
26 | DON'T (COLOR)RUN
Les plus neuneus 5 km de la planète!
32 | SIMPLICITÉ INVOLONTAIRE

Moins ! est un journal bimestriel romand d'écologie politique, crée en 2011 par des militants du Réseau Objection de Croissance (ROC) . Le but recherché par cette initiative est de faire connaitre et de promouvoir les idées de la décroissance en Suisse romande et au niveau national.

Pour pallier à l'absence de voix critiques vis-à-vis du productivisme, le journal Moins! rassemble des articles d'actualité, des témoignages locaux et des textes de fond pour montrer qu'il est possible d'imaginer et de construire ensemble une société plus égalitaire et moins consommatrice de ressources.

Chaque numéro est préparé sur la base d'une collaboration d'une équipe de rédacteurs-trices et de dessinateurs-trices entièrement bénévoles. Sans publicité et libre de toutes attaches politiciennes, ce journal de 32 pages est vendu à prix libre (tant au numéro qu'à l'abonnement) et est disponible pour 5 CHF dans les kiosques. La mise sous pli est également participative et se déroule à Vevey au siège de la rédaction (voir le site internet du journal pour plus d'informations).

Les thématiques de l'agriculture locale et biologique sont souvent abordées dans le journal Moins!. Le numéro 22 y a consacré un dossier entier pour proposer quelques pistes pour sortir de l'ornière productiviste de l'agriculture.

Plus d'informations sur le journal Moins! sur http://www.achetezmoins.ch/

Laureline Magnin

Sacré pain !

Notre métier ne s'arrête pas à produire et vendre des denrées agricoles. Il consiste aussi à transmettre et porter des valeurs communes avec les transformateurs partenaires afin de produire de la nourriture qui ait un sens. L'Affaire TourneRêve fournit en farine plusieurs boulangers dans le canton. Lukas est l'un d'eux, il nous explique sa vision de son métier.

Gregoire Czech, paysan

«Faire marcher le monde pour 100% de l'humanité dans le délais le plus court, par le moyen de la coopération spontanée, sans destruction écologique et sans désavantager quiconque.» - Buckminster Fuller

Depuis deux ans, je fais tourner avec Mathilde une petite boulangerie dans la campagne Genevoise. Nous avons un fils qui a quatre ans. Dans mon temps libre, je travaille dans le jardin pour expérimenter différentes méthodes agricoles. Nous sommes à 2/3 de notre capacité de production, ce qui nous permet de survivre. Malgré nos nombreux clients fidèles et enthousiastes, on ne nous arrache, en général, pas le pain de nos mains. Le demande est encore plus petite que notre offre. On est – paraît-il - soumis aux mêmes conditions que toutes les entreprises : 5 ans pour atteindre une viabilité économique stable et prospère.

Pour moi, il est important de démontrer qu'il est possible de monter une entreprise de transformation alimentaire économiquement viable, surtout et avant tout si cela se fait sur une ferme, (quel endroit serait plus approprié ?) tout en respectant certains principes comme l'utilisation des matières premières locales et la fabrication d'un « vrai » pain au levain avec une fermentation longue et lente.

Entre parenthèses : pourquoi ne pas aussi monter des crèches autogérées, des écoles, des centres sociaux pour personnes âgées, des start-ups de robotique agricole directement sur les fermes ? Quel avantage d'enfermer des élèves dans des bâtiments en béton et en ville? En ce qui concerne le futur : Depuis mon départ de ma vie de citadin à Zurich en 2008, j'ai le projet d'une ferme de recherche pour une agriculture naturelle et durable au-delà du bio. Ma boulangerie est un élément de ce projet, né du fait de ne pas avoir, jusqu'à aujourd'hui, les moyens pour acheter une ferme.

Comme Buckminster Fuller, j'oeuvre pour un monde qui marche pour 100 % de l'humanité et j'invite toute personne de bonne volonté de me rejoindre sur ce chemin. Je pense qu'une agriculture durable et une nourriture saine sont parmi les éléments clefs pour y arriver, même si sur cette terre rien ne changera fondamentalement sans transformation radicale du système économique et financier.

Lukas Spühler, boulanger

Fiche technique

Boulangerie « Le Pain du Jardin », active depuis 2014
Implanté dans la ferme « Hauts de Corsinge » à Meinier sur deux anciennes remorques de camion.
Entreprise familiale de Lukas Spühler et Mathilde Meyer
Production de pain au levain naturel cuit au feu de bois.
Farines locales et bio avec toutes les variétés de céréales classiques: blé, épeautre, amidonnier, engrain, seigle.
Bois de chauffage : forêts cantonales de Jussy
Capacité de production hebdomadaire : 400-450kg
Taux d'occupation total : 50-65 heures (130-150%)
Prix des pains : 10-14 Francs/kilo
Distribution sur les marchés en ville, dans les restaurants et par livraison hebdomadaire à domicile dans les communes autour de Meinier.

www.lepaindujardin.ch
+41 76 329 44 37

Les romans photos de l'estafette

Agenda et divers

Samedi 4 mars 2017
Journée d'échanges de semences à la Touvière.

C'est la 6ème édition de cette rencontre qui a lieu au domaine de la Touvière. Rejoignez nous dès 9h30 jusqu'à 16h pour vous échanger des graines, vous en procurer, même si vous n'en avez pas, ou simplement partager un moment ensemble autour d'un verre et d'une assiette. Prévoyez un petit quelque chose pour le traditionnel buffet canadien de midi. Plus d'informations à suivre sur www.touviere.ch

Mi avril
Nouvelle saison pour les abonnements aux paniers TourneRêve !

17 avril 2017

Journée des luttes paysanes.
Programme à venir prochainement.

Avis de recherche:
Journaliste en herbe ou confirmé, participez au journal!

Ce journal ne se veut pas seulement le porte-parole des paysans de TourneRêve mais également des consom-acteurs et toutes autres personnes intéressées par ces thématiques. Le journal va paraître trois fois par année, alors n'hésitez pas à envoyer vos articles, dessins, caricatures, courrier des lecteurs et j'en passe à contact@tournereve.ch

Impressum

L'Affaire TourneRêve, CP 2578
1211 Genève 2
077 417 04 24
www.tournereve.ch

Responsable du journal:
Association Affaire TourneRêve, contatc@tournereve.ch

Imprimerie:
Etablissements Publics pour l'Intégration (EPI), 10 ch. de la Pallanterie, 1252 Meinier

Bonne année à toutes et à tous !

Toute l'équipe de TourneRêve vous souhaitent leurs meilleurs voeux pour 2017.